

Le programme syndical pour de bons emplois

Le programme syndical pour de bons emplois comportant des salaires et des conditions de travail acceptables est compromis par les brutales réalités du système mondial actuel. La combinaison d'un secteur financier débridé et d'une concurrence mondiale intense a fait passer le pouvoir des mains des travailleurs et travailleuses à celles du capital dans le monde entier, a créé de graves déséquilibres entre les régions du globe et a préparé le terrain à une crise économique mondiale de plus en plus grave. Presque tous les avantages de la croissance récente au Canada et dans le monde entier ont été transformés en profits des entreprises et en rémunération exagérée pour un petit groupe d'initiés du patronat et du secteur financier qui ne pensent qu'à leur propres intérêts alors que la valeur réelle des salaires et la sécurité d'emploi de la grande majorité des travailleurs et travailleuses diminuent. Notre économie est dictée de plus en plus par et pour les intérêts de fonds spéculatifs, de fonds de capital de risque privé, de banques d'investissement et de sociétés transnationales mobiles qui ne sont pas réglementés, qui n'ont pas de comptes à rendre et dont la recherche de profits à court terme de plus en plus élevés n'a rien apporté aux travailleurs et travailleuses et a posé, en fait, une grave menace à notre avenir économique collectif. Il est temps de rétablir le contrôle démocratique de notre économie et de nos lieux de travail.

Notre secteur manufacturier est en crise et notre industrie forestière, gagne-pain de communautés à industrie unique des différentes parties du pays, est en grave difficulté. Le taux de chômage national est faible mais

les bons emplois comportant des salaires et des avantages acceptables sont éliminés par la restructuration industrielle et les incessantes externalisations et privatisations de services publics et sociaux. Bon nombre d'emplois sont créés dans le secteur des services privés, mais un nombre beaucoup trop grand des nouveaux emplois ne sont pas syndiqués, ne comportent que de bas salaires et sont instables et sans issue.

La fabrication (comme une partie de la production de services) est transférée massivement par les multinationales à la Chine et à d'autres pays asiatiques en développement, non seulement parce que ces pays ont de bas salaires et impôts et n'ont pas de règles environnementales mais aussi parce qu'ils gèrent le commerce et le développement industriel dans leur propre intérêt. Le Canada a actuellement un énorme déficit commercial avec l'Asie et nous perdons une grande partie de notre marché traditionnel avec les États-Unis aux mains de producteurs d'outre-mer.

En tant que pays, nous n'avons pas réussi à bâtir les industries du savoir et du savoir-faire pouvant le mieux soutenir de bons emplois dans un monde brutalement compétitif. Des parties de notre économie ont bénéficié de la forte demande mondiale de ressources naturelles, mais une économie presque exclusivement fondée sur l'exportation de ressources non transformées nécessite beaucoup de capitaux, est instable et non durable sur le plan de l'environnement et est caractérisée par un manque chronique de bons emplois.

La crise mondiale, le commerce et l'investissement

L'économie mondiale se dirige vers une crise majeure en raison des excès spéculatifs d'un secteur financier non réglementé et d'énormes déséquilibres commerciaux. Le Congrès du travail du Canada (CTC) doit continuer de collaborer étroitement avec la Confédération syndicale

internationale (CSI), la TUAC, les fédérations syndicales internationales et les centrales syndicales nationales à l'établissement et à la mise en oeuvre d'un valable programme économique mondial alternatif.

Il faut encourager les pays à réglementer rigoureusement les fonds spéculatifs, les fonds de capital de risque privé et les grandes banques internationales selon des normes communes afin de réduire les prêts très spéculatifs, les excès de spéculation, l'incitation d'initiés à maximiser les risques pour obtenir des rendements élevés et la déstabilisation des flux financiers internationaux à court terme. Nous devons freiner l'incessante pression exercée par le secteur financier en vue de la maximisation des profits à court terme au détriment des vrais investissements, des emplois stables et des salaires et conditions de travail acceptables.

Le CTC s'est engagé à accroître la responsabilité des entreprises au Canada comme à l'étranger. Nous continuerons de collaborer avec la CSI et la TUAC à la mise sur pied d'un programme syndical de rétablissement de la réglementation des finances mondiales et nous nous efforcerons avec d'autres mouvements syndicaux de faire pression sur les régimes de retraite et d'autres formes de capital des travailleurs et travailleuses pour qu'ils investissent de façon responsable. Nous continuerons de faire pression sur les entreprises travaillant avec les régimes opprimants de la Birmanie et du Soudan. Nous travaillerons avec nos alliés du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises pour faire adopter des normes obligatoires applicables aux entreprises canadiennes minières, pétrolières et gazières qui mènent des activités dans d'autres pays.

Afin de tenir le secteur financier responsable, il faudrait examiner les effets des fusions et des prises de contrôle – notamment par des entreprises de capital à risque privé – sur l'emploi et les salaires et réserver 1 % de la valeur des transactions approuvées au dédommagement des travailleurs et travailleuses au besoin.

Il y a lieu de mener une action internationale coordonnée pour maintenir la croissance mondiale en même temps que l'on renverse l'énorme déficit de la balance commerciale et de la balance des opérations courantes des États-Unis. Cela nécessite une réévaluation des devises des pays qui ont des excédents commerciaux majeurs, et particulièrement de la Chine et du Japon qui lient leurs devises étroitement au dollar américain, et l'adoption de politiques économiques expansionnistes dans ces pays. Il faut modifier les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour faire respecter les droits syndicaux et démocratiques de manière à hausser les salaires et à tracer une voie de développement axée sur la hausse du niveau de vie des travailleurs et travailleuses. L'allègement de la dette, l'augmentation de l'aide internationale et le rétablissement de la réglementation des finances sont nécessaires pour que les pays en développement abandonnent le modèle de croissance, dicté par les entreprises, qui est fondé sur l'exportation à la faveur des bas salaires.

Un des principaux problèmes que pose le système commercial mondial actuel est que certains pays, tels que le Canada, suivent les règles du « marché libre » qui profitent au capital transnational mobile alors que d'autres pays gèrent activement le commerce et l'investissement étranger afin de favoriser le développement économique national. Le CTC continuera de s'opposer aux nouveaux accords sur le commerce et l'investissement reposant sur le modèle néolibéral, tels que les accords qu'il est prévu de conclure avec la Corée du Sud et la Colombie, et appelle à la conclusion d'accords commerciaux qui favorisent les droits syndicaux et démocratiques et de fortes normes environnementales, respectent le droit des gouvernements de réglementer les investisseurs étrangers dans l'intérêt du public, défendent le droit des gouvernements de fournir des services par l'entremise du secteur public et permettent d'atteindre des résultats commerciaux plus équilibrés.

Faisant fond sur le succès de la séance d'étude tenue par le CTC et le Conseil des Canadiens en 2006 et de la mobilisation à Montebello, nous continuerons de collaborer avec nos partenaires pour nous opposer au soi-disant Partenariat pour la sécurité et la prospérité, qui vise une intégration de plus en plus profonde de l'économie et des mesures de sécurité en Amérique du Nord. Le CTC continuera de préconiser des politiques économiques nationales – telles que la réglementation de l'investissement étranger et le rétablissement de la réglementation de l'exportation d'énergie et de ressources naturelles non transformées – qui entrent en conflit avec les règles de l'ALENA et il continuera de militer avec les mouvements syndicaux et sociaux des États-Unis, du Mexique et des autres pays des Amériques en faveur du développement et de la mise en oeuvre de solutions de rechange aux accords commerciaux actuels. Les changements politiques qui se produisent dans les Amériques nous donnent une énorme occasion de faire valoir notre propre vision.

Contrôler le boom de l'énergie débridé

Un des principaux facteurs de la forte appréciation du dollar canadien qui élimine des emplois manufacturiers et forestiers a été l'insouciante expansion de l'exploitation des sables bitumineux, qui s'est assortie d'énormes prises de contrôle par des intérêts étrangers dans notre secteur des ressources naturelles. Alors qu'un développement plus lent serait plus durable sur les plans environnemental et social, l'expansion débridée comporte d'énormes coûts environnementaux et ne crée que relativement peu d'emplois durables à long terme. Selon le modèle actuel, le bitume brut extrait des sables bitumineux sera transformé aux États-Unis plutôt qu'au Canada et les super-profits tirés des prix élevés du pétrole et des métaux seront réalisés par des investisseurs étrangers plutôt que par les gouvernements et la population du Canada.

Le CTC préconisera l'imposition de limites rigoureuses aux émissions de carbone causées par l'exploitation des sables bitumineux, et la modification des règles de l'impôt fédéral sur le revenu de manière à éliminer les subventions à l'industrie primaire de l'énergie et à encourager les provinces à hausser les redevances pétrolières. Nous ferons pression sur l'Office national de l'énergie pour qu'il recommence à réglementer l'exportation du pétrole et du gaz pour maintenir des approvisionnements en énergie à long terme au Canada, y compris ceux qui sont nécessaires à une vigoureuse industrie pétrochimique. Les prises de contrôle par des intérêts étrangers et les nouveaux investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines devraient être interdits s'ils ne présentent pas des avantages importants pour la population canadienne, et l'exportation de ressources énergétiques et minérales non transformées ainsi que de bois non équarri devrait être rigoureusement réglementée pour obliger les producteurs à investir dans des produits à valeur ajoutée. Il faut réduire le coût des intrants énergétiques de l'industrie forestière, notamment en s'assurant que l'énergie hydroélectrique produite à des fins industrielles soit retenue à ces fins.

(L'énoncé de politique sur le changement climatique et les emplois verts indique que nous pouvons créer énormément de bons emplois si nous nous attaquons sérieusement à la crise du réchauffement de la planète.)

La Banque du Canada et la valeur élevée du dollar

Le fait que les taux d'intérêt sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis a contribué à la forte appréciation du dollar canadien qui a eu un effet particulièrement dévastateur sur le secteur manufacturier. Le CTC continuera d'inciter la Banque du Canada à adopter des politiques monétaires qui maintiennent un taux de change propre à assurer la compétitivité du secteur manufacturier et d'autres secteurs, tels que les industries culturelles et le tourisme, qui dépendent du marché américain.

Le gouvernement fédéral doit ordonner à la Banque du Canada de respecter le mandat que lui confie la législation de favoriser non seulement un bas taux d'inflation mais aussi un taux d'emploi élevé et un commerce équilibré.

Des stratégies de développement sectorielles plutôt que des réductions d'impôt inconditionnelles pour les entreprises

Les réductions générales de l'impôt sur les sociétés enrichissent les actionnaires d'entreprises déjà très rentables, qui appartiennent souvent à des intérêts étrangers, et ne stimulent guère les vrais investissements dont nous avons besoin pour bâtir une économie plus forte. Pourtant, les Conservateurs et les Libéraux projettent de ramener l'impôt fédéral sur les sociétés de 22 % à 15 %, ce qui réduirait les recettes fiscales fédérales de 15 milliards de dollars par année.

Le Canada a besoin d'une base beaucoup plus forte d'entreprises canadiennes qui investissent grandement dans les machines et les matériels neufs, la recherche-développement et la formation professionnelle et qui soutiennent les bons emplois dans le secteur public et le secteur privé.

Le CTC continuera de s'opposer aux réductions marquées de l'impôt des sociétés et préconisera plutôt des soutiens ciblés de la même envergure pour favoriser les nouveaux investissements qui nous aideront à maintenir et à accroître notre base industrielle. Ces soutiens peuvent se présenter sous la forme de crédits d'impôt pour l'investissement dans la recherche, la formation et l'achat de machines et de matériels neufs, et du financement de stratégies de développement sectoriel dans des industries telles que celles des produits forestiers, de l'automobile, de l'aérospatiale et de la culture. Le mouvement syndical doit jouer un rôle clé dans le

développement de ces stratégies sectorielles. Il faut aider les conseils du travail à travailler avec les gouvernements locaux pour établir des stratégies viables de développement économique communautaire.

La privatisation et l'externalisation par rapport à l'investissement social et aux bons emplois

Les services publics et les services à but non lucratif financés à l'aide de nos impôts ont été une importante source d'emplois spécialisés raisonnablement stables et comportant une rémunération acceptable. L'expansion du secteur public a été particulièrement favorable aux travailleuses, aux personnes de couleur et aux personnes ayant un handicap. Les bons emplois du secteur public ont aidé à réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes et à améliorer les salaires et les conditions dans le secteur privé.

Les incessants efforts faits par les gouvernements de droite et les organisations patronales telles que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) en faveur de la privatisation et de l'externalisation sont destinés à réduire l'impôt sur les sociétés aux dépens de la rémunération des travailleurs et travailleuses et à alléger les pressions faites sur les employeurs du secteur privé pour qu'ils versent des salaires décents.

Le CTC continuera de collaborer avec les syndicats des secteurs public et privé pour faire connaître le prix de la privatisation et pour lutter contre la privatisation, les P3 et l'externalisation afin de protéger les emplois du secteur public et d'assujettir au secteur public un plus grand nombre des services sociaux, communautaires et de santé qui ont été donnés à contrat.

Le mouvement syndical a une vision d'un système considérablement élargi de services sociaux et communautaires – y compris les soutiens des soins à domicile, les soins décents fournis en résidence aux personnes âgées et les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants – et d'un système public d'éducation et de formation beaucoup plus grand et plus englobant. Il est de la plus haute importance que les nouveaux investissements sociaux soient canalisés dans l'expansion et le renouveau du secteur public plutôt que dans des services commerciaux à prix plus élevé, moins accessibles et de moindre qualité qui accroissent les profits des entreprises aux dépens des travailleurs et travailleuses et des citoyens et citoyennes.

Politiques d'achat de biens et de services canadiens

Le CTC préconise d'importants nouveaux investissements dans la modernisation de notre infrastructure publique et environnementale – y compris nos routes qui se détériorent, l'infrastructure environnementale municipale et les bâtiments publics à haut rendement énergétique – et dans l'expansion massive des réseaux de transport en commun et de transport ferroviaire en vue de réduire les émissions de carbone. En tant que priorité immédiate, nous demanderons qu'un pour cent de la TPS soit transféré par le gouvernement fédéral aux municipalités et que celles-ci reçoivent une plus grande part de la taxe sur l'essence. L'établissement d'un grand programme national d'investissement dans l'infrastructure stimulera l'emploi en construction, compensant la diminution probable de l'activité de construction d'habitations.

Les programmes d'infrastructure devraient exiger que les gouvernements de tous les paliers achètent le plus possible de biens et de services canadiens, ce qui stimulera l'emploi manufacturier. Par exemple, des politiques d'achat de biens et de services canadiens liées aux investissements fédéraux et provinciaux pourraient donner lieu à une

forte expansion du marché des véhicules de transport en commun construits au Canada.

Formation de la main-d'oeuvre, politique sur le marché du travail, immigration et travailleurs et travailleuses migrants

La politique syndicale sur la formation qui a été adoptée pendant l'Assemblée statutaire précédente du CTC et le mémoire que celui-ci a présenté en 2006 au Comité permanent des ressources humaines, de la Chambre des communes, prévoient un vaste programme relatif au marché du travail et à la formation. Les pénuries de main-d'oeuvre dans certaines professions (telles que les métiers spécialisés et des professions du domaine de la santé) et dans certaines régions nous donnent une importante occasion de faire passer des travailleurs et travailleuses en chômage ou sous-employés et mal payés à de meilleurs emplois. L'accès à la formation devrait être grandement accru pour les 40 % des travailleurs et travailleuses qui ont des capacités restreintes de lecture, d'écriture et de calcul et pour les nouveaux immigrants et immigrantes qui sont sous-employés par rapport à leur éducation et à leurs titres de compétence. Il faut donner aux Autochtones du Canada un accès égal au marché du travail en expansion.

Le CTC continuera de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il investisse beaucoup plus dans la formation des personnes en chômage en vertu de la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi* et il encouragera les gouvernements à créer des forums des partenaires du marché du travail dans toutes les provinces, suivant l'exemple du Québec, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador, afin de voir à ce que les nouveaux transferts de fonds fédéraux aux provinces servent à des programmes qui répondent aux besoins des travailleurs et travailleuses. Nous avons des connaissances approfondies sur les conditions du marché du travail et les besoins des travailleurs et travailleuses qui pourront

améliorer les initiatives et les programmes de développement du marché du travail.

Les travailleurs et les travailleuses qui ont un emploi devraient avoir le droit de prendre des congés de formation, avec l'aide de l'a.-e., et de réintégrer leur emploi après cela, et les gouvernements fédéral et provinciaux devraient aider les employeurs et les syndicats qui négocient des plans conjoints de formation (comprenant la formation en apprentissage). Le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les autres provinces pour les aider à suivre l'exemple du Québec consistant à exiger que les employeurs investissent un pourcentage minimal de leur masse salariale dans la formation de la main-d'oeuvre ou cotisent à une caisse de formation.

Compte tenu des tendances démographiques et des disparités économiques régionales, le Canada subira vraisemblablement de plus en plus de pénuries de main-d'oeuvre dans des professions et des régions particulières. Le CTC préconise un élargissement du programme d'immigration qui nous aidera à répondre à ces défis futurs du marché du travail. Le mouvement syndical continue d'accueillir chaleureusement les personnes venant au Canada en tant que réfugiés ou pour rejoindre leur famille. Le gouvernement doit accroître sa capacité d'éliminer l'énorme arriéré des demandes d'immigration et de régler rapidement les revendications du statut de réfugié.

Il y a lieu de modifier fondamentalement notre programme d'immigration économique afin de voir à ce qu'il réponde aux pénuries reconnues de main-d'oeuvre qualifiée et à ce que les travailleurs et les travailleuses qui viennent au Canada pour satisfaire aux besoins de notre marché du travail puissent faire reconnaître leurs compétences et leurs titres et aient accès aux soutiens et aux services dont ils ont besoin pour obtenir de bons emplois. Le CTC fera des pressions en vue de la reconnaissance

appropriée des titres de compétence étrangers et de la certification des compétences et de l'expérience de travail dans le cadre de la procédure d'immigration ainsi que d'une expansion majeure des services d'établissement.

Nous continuerons de nous opposer vigoureusement au Programme concernant les travailleurs étrangers temporaires (PTET) tel qu'il est conçu et administré actuellement parce qu'il donne lieu à l'exploitation de travailleurs et travailleuses migrants et compromet les salaires et les conditions de travail d'autres personnes, y compris les nouveaux immigrants et immigrantes. Si des travailleurs et travailleuses viennent au Canada pour combler des pénuries de main-d'oeuvre, ils devraient pouvoir suivre une procédure claire pour obtenir la citoyenneté canadienne plutôt que de devoir dépendre de la continuation de leur emploi au service d'un même employeur. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures concrètes pour voir à ce que les travailleurs et les travailleuses migrants qui viennent au Canada soient protégés contre les courtiers et les employeurs peu scrupuleux.

Par l'entremise du Groupe de défense des travailleurs temporaires, le CTC continuera de collaborer avec ses affiliés et des organisations communautaires regroupant les travailleurs et les travailleuses migrants et défendant leurs droits, entretiendra d'étroites relations avec le gouvernement fédéral sur ces dossiers et continuera d'attirer l'attention du public sur les abus actuels.

Le mouvement syndical doit donner le pas en milieu de travail et dans la communauté à la lutte contre le racisme et à la promotion de la pleine intégration des nouveaux immigrants et immigrantes, aux titres non les moindres de militants et militantes et de dirigeants et dirigeantes au sein d'un mouvement syndical croissant, vital et de plus en plus diversifié.

Promotion de notre programme pour de bons emplois

Le CTC continuera de collaborer avec le Centre canadien de politiques alternatives à la préparation annuelle de l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, qui fait appel également à bon nombre d'affiliés du CTC et à un vaste éventail d'organisations de promotion de la justice sociale et de protection de l'environnement. Nous encourageons les affiliés à collaborer plus étroitement avec le CTC afin de faire appuyer notre programme pour de bons emplois. Le CTC continuera de mettre de l'avant ses alternatives économiques par l'action politique à tous les paliers, y compris les manifestations et la défense de cause.

sepb*225